

Crise des migrants : Angela Merkel et François Hollande dans sa roue viennent-ils de sauver ou de tuer l'Europe ?



En proposant, voire en imposant des solutions à la crise des migrants sans consulter les autres pays européens, Angela Merkel a fait beaucoup de mécontents.

Avec Christophe Bouillaud
Avec Olivier Costa
Avec Jean Luc Sauron

Atlantico : Angela Merkel, suivie par François Hollande, a pris le leadership moral et politique dans la résolution de la crise des migrants en Europe. Ce volontarisme déployé par l'Allemagne est-il de nature à renforcer l'Europe, en apportant une force de proposition moteur, ou au contraire risque-t-il de la faire implorer, pour cause de passage en force par rapport à des pays récalcitrants ?

Christophe Bouillaud : Le choix d'Angela Merkel d'accélérer subitement le rythme dans l'accueil des réfugiés, syriens en particulier, est tout à fait cohérent avec la défense de l'image que l'Union européenne veut donner d'elle-même, avec son *soft power* qui définit l'Europe comme la puissance qui défend les droits de l'homme sur la planète. Il aurait été très difficile de continuer à donner des leçons à autrui et de se présenter encore comme la puissance garante de la dignité humaine, si sur ce dossier, l'Union européenne ne commençait pas à montrer en pratique sa capacité à respecter les valeurs dont elle se prétend la gardienne.

Pour ma part, je vois donc plutôt dans la ligne choisie par A. Merkel un renforcement de l'Europe qui se montre ainsi cohérente avec ses valeurs affichées. Les pays européens qui ne sont pas d'accord avec cette ligne montrent surtout qu'ils n'ont pas compris les obligations qui leur incombent désormais en tant que partie intégrante de cette puissance humanitaire que prétend être l'Union européenne. L'Europe actuelle n'est ni le club de défense de la race blanche version Guillaume II contre le "péril jaune" ni celui de la défense de la religion chrétienne contre l'athéisme version Pie XII. A leur décharge, **il faut remarquer toutefois que ces pays, ceux du "groupe de Visegrad" en particulier, n'ont aucune expérience récente en matière d'accueil d'immigrés sur leur sol : ce sont des pays que les gens ont fui, mais où ils se sont rarement réfugiés. Leurs élites tendent donc à s'exagérer les difficultés de l'accueil de réfugiés.** En revanche, l'Allemagne a après 1946 et de nouveau après 1989 eu d'immenses expériences d'accueil de réfugiés sur son sol. Au total, cette concentration de nouvelles populations sur un territoire réduit, celui de la RFA après 1949, celui de l'Allemagne réunifiée après 1991, n'a pas été une catastrophe économique, bien au contraire. Que serait la puissance actuelle de l'Allemagne sans l'apport de ces nouvelles populations ?

Olivier Costa : Depuis le début des années 2000, l'Union européenne a changé de mode de fonctionnement. On a assisté à un retour en force des Etats. Cela ne signifie pas que l'intégration européenne ait régressé, mais qu'elle se poursuit selon d'autres modalités, avec une forte montée en puissance du Conseil européen, d'une part, et une expression plus ouverte des divergences entre les Etats membres, d'autre part. Ceci est lié au fait que les citoyens ont saisi l'importance de la construction européenne, et entendent peser sur les positions de leurs représentants nationaux à Bruxelles. C'est également dû à la montée en puissance des partis eurosceptiques dans de nombreux Etats ; même si leurs leaders ne partagent pas cette vision de l'Europe, ils sont contraints de la prendre en compte dans la formulation de leurs positions.

Ce contexte contribue à une rigidification des positions des différents Etats membres, qui sont de plus en plus difficiles à concilier.

Mme Merkel a pris position unilatéralement parce qu'elle savait pertinemment que la recherche du consensus sur le sujet était vouée à l'échec. Elle compte sur l'influence allemande, et sur ce qui reste de poids au couple franco-allemand, pour imposer une solution globale à ses partenaires.

A l'évidence, la méthode ne plaira aux leaders des pays les plus eurosceptiques, mais Angela Merkel s'est probablement dit qu'elle ne perdait rien à essayer de passer en force, puisqu'il est impossible de trouver un terrain d'entente avec eux.

Jean-Luc Sauron : Angela Merkel, si je vous comprends bien, après avoir dominé la France, disloque l'Europe. Le complotisme permanent n'est pas une clé satisfaisante de la réalité ! L'Europe est sans doute sortie d'une période d'unanimité ou de compromis au minimum. L'Europe est peut être à la veille de faire un saut qualitatif considérable. **La crise migratoire vient, en réalité, prendre la suite de la crise de l'Euro, et précède la crise climatologique : le niveau d'intégration de l'Union européenne est devenu insuffisant pour donner à l'Union une capacité d'agir de manière efficace. Nous ne sommes pas à la veille d'une dislocation, mais d'une cristallisation de l'Europe à un niveau d'intégration supérieure. Les souverainetés nationales sont devenues des carcans qui empêchent les Etats de se développer et de s'insérer efficacement dans la globalisation.**

François Hollande a-t-il eu raison de suivre la position de Angela Merkel sur la question des migrants ?

Christophe Bouillaud : Il me semble qu'il a fait la preuve en l'occurrence qu'il tenait lui aussi à entretenir une image positive de l'Union européenne dans le monde. Si l'on veut qu'existe aux yeux du monde une Union européenne puissante – ce qui constitue un but constant de la diplomatie française depuis des décennies –, il n'est pas possible que celle-ci se laisse effrayer par l'accueil sur son sol de quelques centaines de milliers de réfugiés, et qu'elle sombre dans le ridicule des gesticulations hongroises sur le sujet.

Par ailleurs, F. Hollande évite ainsi à la France d'être soupçonnée encore une fois d'hypocrisie sur l'affaire syrienne : en effet, la France a été, au moins en paroles, en pointe pour faire tomber le régime de Bachar al-Assad en 2011-13, mais elle n'a guère été prête à jouer son rôle d'accueil des réfugiés syriens qui fuient ce régime ou bien la guerre civile qu'il a provoquée. La France prétend aussi que la stabilité du Liban lui importe énormément, or ce petit pays est pour le coup vraiment saturé de réfugiés syriens à une échelle à peine croyable. La France aurait donc pu tenter de désengorger ce pays ami d'une partie de ces réfugiés pour l'aider à traverser cette période, elle ne l'a pas fait jusqu'ici, et il serait cohérent qu'elle le fasse désormais.

Olivier Costa : Sur l'attitude de François Hollande vis-à-vis de la question, je ne me prononcerai pas. C'est un choix politique, qui appelle des commentaires politiques, et non scientifiques.

Je rappellerai toutefois qu'on ne devrait pas parler de migrants au sujet des Syriens, mais de réfugiés ou de demandeurs d'asile. L'immense majorité des personnes qui affluent ne cherchent pas un meilleur sort économique, mais fuient une guerre civile terrible. La plupart des arrivants n'entendent pas s'installer en Europe : il s'agit d'une fraction de la population syrienne plutôt aisée et éduquée qui fuit un danger de mort, et entend bien retourner chez elle dès que la situation sera stabilisée. Il ne faut donc pas comparer ce phénomène à l'immigration italienne, portugaise ou maghrébine que la France a connue au siècle dernier, mais plutôt aux mouvements de population qui ont eu lieu durant la seconde guerre mondiale. C'est sans aucun doute pour cela que les citoyens et responsables politiques allemands sont particulièrement sensibles à leur sort.

Sur la méthode, je pense que François Hollande n'avait pas d'autre choix que de suivre Angela Merkel. Celle-ci a surpris tout le monde, avec des propositions d'accueil particulièrement généreuses. Hollande devait réagir. Ensuite, l'opinion publique a évolué, en France comme ailleurs, même si elle reste très clivée. Le Président est donc tiraillé entre deux injonctions contradictoires : d'une part, rester fidèle à l'idée de la France patrie des droits de l'homme, et ne pas abandonner ce registre à l'Allemagne ; d'autre part, prendre acte des réticences d'une large partie de la population française, attisées par le Front National et une partie des Républicains.

Il est toutefois regrettable que le Président ne s'exprime que maintenant, après avoir repoussé, il y a quelques temps, des propositions d'accueil similaires formulées par la Commission européenne. **Dans cette affaire, le discours de la France est brouillé, et sa crédibilité européenne écornée.**

Jean-Luc Sauron : Il est sûr qu'en dehors d'une position concertée franco-allemande, l'Union européenne tourne à vide, voire en cas de crise, part en vrille ! Votre question m'étonne en ce qu'elle semble réduire l'Europe à une succession de rapport de forces. L'Allemagne et la France ne sont pas des lutteurs de foire. Le caractère préalable de la décision allemande est due à la place géopolitique de l'Allemagne au bout du couloir des réfugiés en provenance des Balkans et de l'axe turco-grec. Mme Merkel a compris que si l'Allemagne se refusait à prendre ses responsabilités, une crise politico-humanitaire allait éclater dans des pays n'ayant pas la capacité d'assumer un flux de populations en déshérence (Hongrie, Grèce). **Une crise incontrôlable pouvait naître de l'incapacité de l'Union à décider face à un flux de réfugiés.**

Par la suite, François Hollande et Angela Merkel ont su "communautariser" la décision allemande, en la prenant en charge ensemble, et par là-même, en démarrant un processus de globalisation de la gestion de cette crise migratoire.

L'Europe est depuis un moment frappée d'immobilisme. Se serait-il passé quelque chose si l'on n'avait pas brusqué l'Europe ?

Christophe Bouillaud : L'image de l'Union européenne aurait continué à se détériorer aux yeux du monde. La crise économique européenne n'a pas amélioré l'image de l'Europe. **La crise des réfugiés aggrave cette image d'impuissance qui se rattache souvent désormais à l'Union européenne.** Il faut bien se rappeler qu'aux yeux du reste du monde, l'Europe est aussi le continent qui a réussi deux fois en un siècle à déclencher des guerres mondiales. Par ailleurs, cette décision d'A. Merkel a l'immense avantage d'officialiser enfin l'ampleur de la crise syrienne. Il va bien falloir maintenant s'en occuper plus sérieusement au niveau européen.

Olivier Costa : On ne peut raisonnablement spéculer sur ce qui se serait passé si les choses avaient été différentes de ce qu'elles étaient. **On peut simplement dire que le contexte de crise économique, sociale et environnementale que connaissent les sociétés européennes depuis quinze ans n'est pas propice à l'intégration européenne telle qu'on l'a connue dans les années cinquante et dans les années quatre-vingt.**

L'inquiétude et le pessimisme des populations se traduisent toujours par un repli sur soi, une perte de confiance dans les autorités politiques (tout particulièrement celles qui semblent les plus lointaines, comme les institutions de l'Union) et un rejet de l'étranger. Dans ces conditions, faire progresser la construction européenne n'est pas facile.

L'intégration a progressé néanmoins. **Les leaders nationaux ne peuvent en effet que constater la nécessité objective, dans un monde globalisé, d'une gestion à l'échelle supranationale de problèmes tels que l'endettement des Etats européens, le réchauffement climatique, la gestion des flux migratoires (et je ne parle pas ici spécifiquement du cas syrien), les enjeux des nouvelles technologies, ou encore la désindustrialisation.**

Fonctionnellement, les leaders nationaux reconnaissent la nécessité d'aller plus loin, mais politiquement, ils sont de plus en plus réticents à jouer le jeu de la mise en commun des souverainetés. Dans ces conditions, l'Europe ne se délite pas, mais n'avance pas non plus.

Jean-Luc Sauron : Comme je l'ai dit précédemment, l'Europe est confrontée à une crise de croissance dans la maîtrise de sa puissance. La seule critique que je pourrai faire c'est qu'**en l'absence de gouvernance commune de l'espace européen, l'Union ne progresse que sous les coups et les incitations de l'extérieur.** Si cette centralité du pouvoir européen était mise en oeuvre, l'Union serait active et ne donnerait pas l'impression de suivisme vis-à-vis des événements tels que les mouvements migratoires. Dans la marge de l'équilibre instable et impotent que connaît l'Union actuellement, les décisions franco-allemandes, appuyées sur la Commission européenne, fournissent le cadre d'une voie étroite pour redonner à l'Europe une capacité à agir. Il n'y a pas de marche arrière. **L'alternative est simple : soit une intégration renforcée, soit la balkanisation de l'Europe et sa sortie définitive de l'histoire,** réduite à une zone ouverte aux "mauvais vents". Le rapprochement historique le plus proche serait un mélange de fin de l'empire romain et de l'époque des raids vikings !

En jouant la politique de la porte ouverte envers les migrants, ne va-t-on pas créer un appel d'air que les capacités d'accueil européennes ne pourront peut-être pas absorber ?

Christophe Bouillaud : Le thème de l'appel d'air me paraît typique d'une conception qui ne voit pas que les réfugiés fuient d'abord quelque chose avant de se demander comment ils vivront réellement quand ils seront arrivés en lieu sûr. Tant que la situation en Syrie et dans quelques autres pays sera invivable – lequel de vos lecteurs aimerait rester sous les bombes à Damas ou ailleurs en Syrie ? -, leurs habitants les fuiront en masse. Ils vont d'ailleurs en général d'abord dans le pays le plus proche.

Rappelons encore une fois que la plupart des réfugiés syriens se trouvent au Liban, en Turquie et en Jordanie. **En rendant plus facile l'arrivée en Europe d'une petite partie de ces réfugiés, on ne changera en fait pas grand-chose à cette situation. Il n'est pas sûr en effet que tous ces réfugiés veuillent vraiment partir aussi loin de Syrie.** Par ailleurs, si l'on décide d'accueillir des réfugiés, l'Union européenne dispose des moyens matériels, humains, juridiques pour le faire. Contrairement à ce que certains auraient tendance à prétendre, l'Union européenne n'est pas le Soudan du sud... Il suffit de bien vouloir débloquer les crédits nécessaires, et de s'organiser en conséquence. On a su accueillir des gens dans les années 1920, les années 1940, les années 1990. La science de l'organisation n'a pas tant reculé que cela dans nos pays qu'on ne sache plus le faire désormais.

Enfin, l'expérience des accueils précédents de réfugiés dans un pays européen (par ex. les Russes blancs, les Arméniens en France, ou les Grecs d'Asie mineure en Grèce dans les années 1920) montre que, dans tous les cas, les réfugiés, quand ils choisissent de rester définitivement dans le pays d'accueil, finissent par enrichir démographiquement, économiquement et culturellement la société d'accueil. En même temps, il est aussi vrai que les réfugiés sont toujours mal vus par une partie de la population d'accueil, et subissent de ce fait des vexations, brimades, discriminations. L'accueil de réfugiés va donc être l'occasion pour toutes les forces xénophobes de se déchaîner encore plus. On en a déjà eu un avant-goût ces derniers jours avec quelques déclarations des leaders du Front national. C'est du coup surtout la capacité d'accueil politique qui reste la donnée sensible de toute cette affaire. Les leaders européens pourront-ils faire prévaloir sur le moyen terme les intérêts géopolitiques de l'Union face aux courants xénophobes à l'œuvre dans les opinions publiques ?

Olivier Costa : C'est l'éternel argument des tenants d'une fermeture des frontières. Ceci étant, il n'a jamais été démontré scientifiquement, surtout pas dans le cas de populations qui fuient des zones de conflit.

Les Syriens qui traversent la Méditerranée ou la Turquie savent pertinemment qu'ils ne sont pas les bienvenus en Europe. Toutefois, compte tenu du sort qui les attend s'ils restent chez eux, ou s'ils essaient de trouver refuge dans un pays voisin, ils sont prêts à

affronter les dangers immenses d'un départ, et prêts à se voir refouler à nos frontières.

Ensuite, la notion de "capacités d'accueil européennes" n'a pas vraiment de sens. Elles seront à la hauteur de ce que l'on décidera. On peut estimer que l'Europe ne doit pas accueillir ces populations, et consacrer ses ressources à d'autres enjeux. Mais on peut difficilement prétendre que les Etats européens, qui comptent parmi les nations plus riches du monde, ne peuvent matériellement accueillir des réfugiés qui représentent un millième de sa population. Rappelons que la Jordanie, qui ne compte que 4 millions d'habitants et dispose d'un revenu par habitant presque dix fois inférieur à celui de la France, en accueille déjà 1 million.

Jean-Luc Sauron : La France a absorbé juste avant la seconde guerre mondiale près de 500 000 républicains espagnols. Qu'ont-ils de si particulier, les réfugiés moyen-orientaux, pour être "inabsorbables" par un ensemble de près de 505 millions d'Européens ? Je suis conscient des peurs et des craintes que peuvent connaître les Européens d'être submergés ou remplacés, travaillés qu'ils sont par des forces populistes xénophobes et réactionnaires (au sens étymologique du terme). Quel sera le discours de ces forces, lorsque des millions (voire des dizaines de millions) de migrants climatiques surgiront, fuyant pour sauver leurs vies ?

La crise actuelle peut forcer l'Europe à accoucher de ses valeurs, qui ne se réduisent pas à un taux d'endettement ou un pourcentage de déficit public. Seule une Europe qui donne un sens et restaure une certaine "spiritualité" à son aventure peut être en capacité d'être une alternative solide aux jeunes tentés par l'Etat islamique.

Ce mouvement doit être profondément compris par les Allemands, pour les conduire à écarter les règles de Dublin sur le renvoi des immigrés au pays qui les a laissé passer, eux qui auraient été capables d'accepter un Grexit au nom du respect du Pacte de stabilité et de croissance !